

Silk Invest : la zone CFA n'est pas très attractive pour la City

Silk Invest est l'un des tout derniers fonds d'investissement créés à Londres, en mars 2009, qui s'intéresse spécialement à l'Afrique et au Moyen-Orient. *Les Afriques* a rencontré Baldwin Bergès, l'un des directeurs de ce fonds d'investissement. Entretien...

Par son dynamisme sur les marchés asiatiques et africains, Silk Invest veut recréer cette « route de la soie » qui reliait autrefois ses trois continents. En moins de deux ans d'activités, Silk Invest a été très entreprenant, et parfois audacieux, mais mesurant ses risques avant de bouger ses pions pour se positionner sur de nouveaux marchés...

Les Afriques : Silk Invest évoquait, dans l'un de ses derniers rapports hebdomadaires, un taux de croissance soutenu pour l'Afrique. Avez-vous des éléments chiffrés pour corroborer cela ?

Baldwin Bergès : La croissance est effectivement soutenue et, dans beaucoup de pays,

« Beaucoup de ces marchés sont encore sous-évalués... La seule explication que nous avons, c'est que les investisseurs doivent encore se familiariser avec ces économies. De plus en plus, ils essayent de les comprendre avant d'y investir. »

cette croissance s'est poursuivie, même en pleine récession mondiale en 2009. Et cela s'explique par plusieurs facteurs : un accroissement de l'investissement direct étranger, qui a favorisé une économie locale durable. Et ces investissements directs étrangers viennent de différentes sources : l'Inde, la Chine, l'Europe et les pays du Golfe, et même parfois d'autres pays africains. Le plus important, c'est qu'au cours des ces dernières années cette croissance

a été spectaculaire et a un effet très positif sur l'économie. L'accroissement de la population soutient la croissance des industries produisant des biens de consommation de masse, tels que les produits alimentaires, l'immobilier, les télécommunications, le système bancaire, etc. Les pays d'Afrique du Nord produisent de plus en plus de biens pour l'exportation vers l'Europe, ce qui les rend plus compétitifs.

LA : Y a-t-il vraiment des nouveaux investissements dans les « *Frontiers Markets* » comme l'Afrique ? Il semble que la crise économique s'éternise ?

BB : Beaucoup de ces marchés sont encore sous-évalués, et n'ont pas encore été découverts par les investisseurs étrangers... Ces *Market Frontiers* sont sérieusement à la traîne des marchés émergents comme le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, même s'ils ont des fondamentaux semblables. La seule explication que nous avons, c'est que les investisseurs doivent encore se familiariser avec ces économies. De plus en plus, ils essayent de les comprendre avant d'y investir. A notre avis, tôt ou tard ils s'intéresseront à ces marchés.

LA : Quelle est l'importance de l'Angola dans vos différents portefeuilles d'investissement en Afrique ? Y a-t-il vraiment de bonnes perspectives de croissance en Angola ?

BB : Nous n'avons aucun investissement pour l'instant en Angola dans les fonds d'actions parce que le pays n'a pas encore de bourse des valeurs. Mais nous savons que les perspectives de croissance économique en Angola sont bonnes.

LA : Pourquoi le Sénégal a-t-il cette notation de B+ ? Qu'est-ce que cela signifie en termes économiques pour un pays ?

BB : Le S&P (Ndlr : Standard & Poor, insti-

tution internationale de notation des pays) a donné au Sénégal cette notation de B+ après un rapport positif du FMI, l'année dernière, alors que le pays avait auparavant des notations négatives. En résumé, pour les perspectives économiques du Sénégal, nous escomptons un léger rebond de la croissance du PIB en 2010, après une décélération en 2008. Le tourisme, qui a souffert d'une faible demande européenne, devrait mener ce rebond. Un certain nombre de projets d'infrastructures clés vont être essentiels pour aider le Sénégal à atteindre un taux de croissance satisfaisant à long terme, alors même que le président, maintenant âgé, devient un risque, avec une rivalité perceptible pour sa succession lors des prochaines élections présidentielles prévues en 2012.

LA : Investissez-vous en Afrique du Nord ? Comme au Maroc ou en Egypte, peut-être ?

BB : Oui, notamment en Egypte, au Maroc et en Tunisie.

LA : Quels sont les défis pour investir en Afrique ?

BB : Pour les investisseurs, le plus grand défi, c'est d'avoir une perspective locale sur chaque marché et de comprendre ce qu'il advient exactement, et c'est pourquoi à Silk Invest nous favorisons cette expertise locale. Nos portefeuilles sont gérés par des spécialistes de la région qui comprennent les réalités. Le manque de liquidités dans les petits marchés peut aussi être un autre défi, mais cela peut être minimisé en diversifiant très bien le portefeuille à travers plusieurs marchés africains.

LA : Est-ce que, pour vous, la zone CFA en Afrique est une zone intéressante pour investir ?

BB : La zone CFA, avec la BRVM, la bourse régionale, n'est vraiment pas, pour nous, pour l'instant, une zone de grand intérêt, à cause de sa faible liquidité. Il y a quelques compagnies intéressantes. Mais nous suivons l'évolution de ce marché de près, et probablement qu'un jour nous interviendrons sur ce marché, mais pas vraiment dans le court terme, sans doute plutôt dans le moyen terme.

LA : Il y a deux ou trois ans, il y avait beaucoup d'enthousiasme pour l'investissement



Baldwin Bergès : « Dans beaucoup de pays africains, la croissance s'est poursuivie, même en pleine récession mondiale en 2009. »

en Afrique, mais à cause de la récession mondiale cela a presque disparu. L'Afrique est-elle vraiment un continent à la mode au sein de la communauté des investisseurs ?

BB : Comme nous le disions tout à l'heure, ces marchés sont nouveaux pour les investisseurs étrangers. Ils doivent apprendre à mieux connaître le marché africain. Jusqu'à récemment, ils n'ont pas vraiment eu le temps, ni les moyens financiers, d'évaluer ces opportunités, parce qu'ils étaient non seulement en train d'essayer de comprendre la crise qui se déroulait chez eux, mais aussi parce qu'ils essayaient d'investir dans les marchés émergents plus développés comme les BRIC : Brésil, Russie, Inde et Chine, et même en Amérique latine, parce que la croissance se maintenait dans ces pays, à l'opposé du monde développé en récession. Nous croyons que les investisseurs commencent à réaliser que les économies africaines ont changé et croissent à un rythme soutenu. Nous croyons aussi que de plus en plus d'investisseurs se positionneront sur ce marché. De plus en plus de personnes nous interpellent sur les opportunités d'investissement dans cet espace africain. ■

Propos recueillis par Charles Bambara